

# BULLETIN N.A.D. UNIKIN



Association estudiantine / Solidarité - justice - actions / Réseau CADTM-Attac  
Local 44. Service de Physiologie / Faculté de Médecine - Tél. : + 243 (0) 81 069 66 68  
C/O B.P. : 217 Kinshasa 11, RDC E-mail : nad\_unikin@hotmail.com  
Agrément, Décision Rectorale N°138/UNIKIN/R/2003 N°SG/OKKK/AP/MMG/LK/03

## Bulletin N° 5 : Mars / Avril 2005

Bimestriel d'information

### EDITORIAL

*Les poulets congelés plument l'élevage africain*

**Exportations de poulets:  
l'Europe plume l'Afrique!**

Campagne pour le droit à la protection  
des marchés agricoles



Le poulet congelé, européen notamment, inonde les marchés africains et étouffe les producteurs locaux. Nous devons réagir afin de protéger les paysans des pays africains, comme tout autre

paysan défendant une agriculture solidaire et durable. Ces poulets (comme le maïs, le lait, le blé, ...), arrivent sur les marchés à des prix bradés. Leurs conditions de production industrielles ne respectent en rien un développement agricole durable.

Au Cameroun, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, ... des centaines de milliers de producteurs avicoles perdent leur emploi, se retrouvent sans ressource, ... des milliers d'autres emplois de la filière (producteurs de maïs éleveurs de poussins, ...) sont menacés. Pour des pays dont la population active est à 70 % agricole, c'est un vrai désastre !

Nous devons exiger des règles pour un commerce international solidaire qui tienne vraiment compte des intérêts des petits producteurs développant une agriculture durable.

Pour plus d'information : [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

### COMITE DE REDACTION

Directeur de publication : André MWANGA MALEWU  
Rédacteur en Chef : Achille MAYEMONA  
Rédaction : José BAKARI, Chagguy MANIANIA, Pybe BAWAYI, Gauthier MANGBAU, Papy NTAMBWE  
Secrétariat de rédaction : DANI NDOMBELE  
Diffusion-Publicité : Eddy NZUNGU, Bob NDONGALA  
Conception : Damien MILLET.

### AGENDA

- 11 Mai** : Journée d'échange sur la Transition en RDC à la Faculté de Médecine
- 25 Mai** : Assemblée Générale NAD-UNIKIN
- 16-18 Juin** : Formation sur les droits de l'enfant à Bamako
- 24-28 Juin** : Festival de la route de l'esclave du continent africain à Kinshasa
- 2-9 Juillet** : 3e stage de formation Afrique-Europe pour les organisations de jeunesse au Portugal
- 18-26 Juillet** : 3e Forum international francophone de l'éducation à l'environnement à Ouagadougou.

### SOMMAIRE

#### EDITORIAL :

- *Les poulets congelés plument l'élevage africain*

#### ACTUALITE :

- *Le Nepad dans le texte*

- *Prise au piège néolibérale, l'élite scientifique congolaise soutient mordicus le Nepad*

- *La transition en république démocratique du Congo: bilan et perspectives*

#### BREVES :

- Journée du 17 avril

- Brésil : plus de 240 parlementaires demandent un audit de la dette

- Portugal : Stage de formation Afrique-Europe pour les organisations de jeunesse

- Mali : Le CNCDC contribue à la réalisation d'un Chantier Forum au Mali

- RDC : le Forum Social Congolais.

**A LIRE** : Les tsunamis de la dette.

# A LA UNE

## LE NEPAD DANS LE TEXTE

« Le Nepad est un nouveau cadre d'interaction avec le reste du monde, notamment les pays industrialisés et les organisations multilatérales. Il est fondé sur un ordre du jour dont ont décidé les Africains de leur propre initiative et de leur propre gré, afin de déterminer eux-mêmes leur destin (...) Avec le Nepad, le continent prend l'engagement de respecter les normes mondiales en matière de démocratie dont les principales composantes sont le pluralisme politique, l'existence de plusieurs partis politiques et de plusieurs syndicats, l'organisation périodique d'élections démocratiques libres, justes et transparentes afin de permettre aux populations de choisir librement leurs dirigeants (...) On pourrait citer de nombreux exemples démontrant clairement que l'échec d'un projet n'est pas seulement dû à une mauvaise performance du bénéficiaire mais aussi à de mauvais conseils des bailleurs de fonds (...).

Le Nepad a pour objectif de consolider la démocratie et la saine gestion économique du continent.

Les dirigeants africains s'engagent envers les peuples d'Afrique et le reste du monde à ouvrir de concert pour construire le continent (...) En proposant cette association, l'Afrique reconnaît qu'elle détient la clé de son propre développement. Nous proclamons que le Nepad offre aux pays développés du monde une occasion historique d'établir avec l'Afrique un véritable partenariat fondé sur des intérêts mutuels, des engagements communs et des accords contraignants».

Extraits d'une présentation d'octobre 2001 adoptée par seize chefs d'Etat africains lors d'un sommet à Abuja, au Nigeria.

Source : Revue « Demain le monde ».

## PRISE AU PIEGE NEOLIBERAL, L'ELITE SCIENTIFIQUE CONGOLAISE SOUTIENT MORDICUS LE NEPAD

Du 23 au 25 mars 2005, l'université de Kinshasa (Unikin) venait de passer trois jours successifs en séminaire de réflexion, de formation et de vulgarisation sur le thème : « Le NEPAD : une nouvelle vision pour le développement de l'Afrique ». Organisé par l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN), le séminaire a connu son effectivité grâce au soutien financier de la fondation allemande Konrad Adenauer. La participation estudiantine allait crescendo, passant de plus au moins 250 au premier jour à plus de 600 étudiants le 2e jour.

Un moment, cependant, qui devrait être consacré totalement à une discussion profondément scientifico-critique du gigantesque projet, n'était malheureusement qu'un temps consacré à l'information, par des orateurs, de plus de deux tiers de l'auditoire sur le dit projet. Ceci parce que la plupart des participants soit entrainé en contact avec le document pour la première fois, soit en avait une confuse représentation. Ce qui a fait dire à une estudiantine de Droit que « le NEPAD était un bureau d'étude des projets de développement ».

D'entrée de jeu, le mot du Recteur de l'Université de Kinshasa, le professeur LUTUTALA, semblait jeter les bases d'une réflexion qui se voulait constructive et sapientielle.

Partant du constat que jadis, tant des stratégies pour le développement ont été prises mais, rien n'a marché. Le Recteur en est arrivé à en appeler à la conscience de l'auditoire en général, et des professeurs en particulier, à travers deux étonnements fondamentaux :

- Pourquoi les stratégies antérieures n'ont-elles pas réussies ?
- Le NEPAD a-t-il pris en compte les causes des échecs antérieurs pour sa réussite et l'accomplissement de ses objectifs ?

Notre réflexion portera sur trois points essentiels :

### 1. Contexte d'émergence du NEPAD

Presque tous les orateurs ont essayé de retracer le contexte d'émergence du NEPAD, en affirmant en postulat que le NEPAD était d'origine africaine, une initiative propre des dirigeants africains. C'est dans cet esprit que le prof. Emile NGOY (ministre honoraire de l'économie) affirmera que le « déclin » dans lequel se trouve l'Afrique d'aujourd'hui par rapport à l'Afrique victorieuse pharaonique, était à l'origine du questionnement de quelques fils du continent sur le sort de l'Afrique, sur sa renaissance et sur sa sortie de ce déclin : d'où le NEPAD.

### 2. Définitions et contenus des messages

Force est de constater que chacun de différents orateurs a essayé d'approcher le NEPAD à sa manière par rapport à son thème. Cependant, l'essentiel de toutes les communications était le même.

- Pour le Prof. Emile NGOY, le NEPAD est une vision, un cadre stratégique pour la renaissance de l'Afrique, pour relever le défi d'une Afrique clouée par multiples maux. Il s'agit, selon lui, d'un engagement que les dirigeants africains ont pris pour :

1. Placer l'Afrique à la hauteur du développement ;
2. Favoriser l'intégration de l'économie continentale dans le circuit économique mondial.

A ces yeux, la stratégie du NEPAD est nettement différente des stratégies antérieures qui n'ont pas connu le succès.

D'abord le NEPAD se veut une vision à long terme conçue par les Africains eux-mêmes ; puis le programme est axé sur un certain nombre des secteurs prioritaires ; en plus le NEPAD identifie des activités à réaliser à court terme quand bien même que tout est conçu dans la logique de long terme ; et en fin , les secteurs secondaires. En un mot, selon l'ancien ministre, le NEPAD est un programme qui dénote le niveau le plus élevé de la prise de conscience des Africains pour la renaissance du continent.

- Pour Mr. MAWETE, ambassadeur angolais accrédité en RDC, le NEPAD est une promesse faite par des dirigeants africains pour développer l'Afrique. Mais il s'agit aussi d'un programme destiné à soutenir cet objectif de développement.

- Selon le Mr. MUKOKO, économiste du Phud et professeur à l'Unikin, le NEPAD est un instrument pour combler le fossé qui sépare l'Afrique du reste du monde, pour éliminer la pauvreté et mettre fin à la marginalisation du continent. Il ajoute que le NEPAD et l'initiative PPTTE sont des programmes qu'il faut soutenir à tout prix, car ils viennent aider l'Afrique à se décharger du poids de la dette.

- Pour le Prof. KIBANDA, le NEPAD présente une nouvelle vision de développement basé sur le partenariat et non sur l'assistance et l'aide. Curieusement, tout en soulignant que le NEPAD a fait une haute étude de la situation internationale, le même professeur remarque que rien de ce qui concerne la recherche scientifique et les centres de recherche n'a été prévu dans ce document. Et le professeur d'en finir par quelque doute sur cette nouvelle vision du développement.

En somme, pour tous les orateurs de ces trois journées (les autres ne sont pas repris puisque affirmant la même chose), ledit NEPAD reste une évidence pour le développement de l'Afrique. Cette conclusion-ci dévoile, selon nous, le niveau très douteux de la compréhension de tous les contours du NEPAD par les orateurs.

### 3. Regards critiques

Même si tous les orateurs sont tombés d'accord sur la nécessité qu'il y a de prendre le NEPAD au sérieux afin de ne pas rater le train de développement, certains professeurs, par leurs interventions très critiques, ont essayé de remettre les pendules à l'heure.

C'est le cas du professeur LEMBA qui était convaincu qu'il fallait élaborer un alter-NEPAD, et mettre de côté ce plan actuel de la colonisation de l'Afrique, demandant ainsi qu'on organise un autre séminaire pour rédiger un NEPAD congolais.

Ce fut aussi le cas du prof. KUNYIMA qui a démontré que la RDC n'a pas besoin de l'assistance de la Banque mondiale ni du FMI pour se développer, car la RDC a toutes les capacités pour autofinancer son développement.

En fin, les NAD-UNIKIN a corrigé l'affirmation selon laquelle le NEPAD est d'origine purement africaine en lisant la déclaration de Tony Blair du 11.02.2003. Mais aussi les NAD-UNIKIN a démontré que le NEPAD n'est que le reflet d'un vaste programme économique néo-libéral piloté par les IFI, et le prolongement des PAS et de l'initiative PPTE qui condamne l'Afrique dans une misère sans pareil depuis 40 ans.

### 4. Conclusion

En somme, le milieu universitaire sombre dans un état de sous-information sur le NEPAD. Cet état de chose fait que les adeptes du néo-libéralisme passent leur message en maîtres-donneurs des leçons, prenant l'élite dans leur piège. Il nous paraît impérieux de mener des campagnes de conscientisation, de sensibilisation et d'information claire sur des questions fondamentales telles que celles du NEPAD, du DSRP, l'initiative PPTE, des IFI, OMC, etc, car l'ignorance tue, dit-on.

John MULINGU

## LA TRANSITION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : BILAN ET PERSPECTIVES

La tâche de la reconstruction du pays, la RDC, est une mission lourde qui nécessite des moyens financiers colossaux, la participation de tous, mais aussi une volonté de la part des acteurs politiques.

En effet, après des longs mois d'hostilités entre les belligérants, des sommets en sommets sans succès probants, les parties en conflit sont parvenues à la signature d'un accord global et inclusif, dénommé « L'accord de Sun City » en Afrique du sud. On peut avouer que tous les Congolais avaient donné la chance à cet accord et certains croyaient qu'en signant cet accord, la RDC prendrait un autre élan comme on en pense aujourd'hui avec les élections.

Cependant, deux ans après la mise en place des institutions de la république telle que souhaitée par les belligérants, rien ne semble rassurer les congolais tant sur le plan économique que social. C'est en effet pas une question de simples comparaisons statistiques, mais plutôt des réalités quotidiennes qui ouvrent de nombreuses interrogations, surtout pour ce proche avenir ; et qui nous oblige parfois à informer la population sur les dangers qu'on peut observer si on ne prête pas attention. On observe partout des changements brutaux des prix sur le marché, la fluctuation de la monnaie nationale sans que le gouvernement fasse un effort de stabilisation ou d'explication et sans que la population revendique quoi que ce soit.

Pour toute cette population, suite notamment à l'augmentation trop forte voir brutale du prix du carburant, tout est devenu encore trop cher (La nourriture, le transport, logement, minerval ...) et cela comparativement à leur pouvoir d'achat. Personne n'est épargné par la crise or dans un pays à autant de potentialités économiques, si la population se trouve pareillement coincée aux abois, ce que probablement les responsables n'en réalisent ni l'ampleur et encore moins les conséquences, sinon, les efforts engagés dans la lutte contre les fléaux sont probablement insuffisants, il faudrait les accroître.

Comment peut-on espérer au changement si ceux qui sont à la tête de ce pays n'ont pas une même vision de la chose publique, lorsqu'ils n'arrivent pas à créer un environnement politique sain.

D'aucun les savent que, en faisant la guerre, que ça soit dans les camps des étrangers que des fils de ce pays, chacun avait son objectif : Les uns visaient donc la partition de la république, les autres la conquête du pouvoir, d'autres encore la création d'un Empire Héma-Tutsi et le pillage des ressources. Or à des objectifs différents, on ne peut rien faire de bon, sinon que la Haine, la méfiance. Est-ce que dans ces conditions, existera-t-il un véritable Etat ? Je pense que non ! Parce que quand on parle de l'Etat, on voit les lois, on voit une seule armée qui est républicaine, la cohésion et l'unité nationale ; C'est-à-dire que l'Etat doit fonctionner selon la loi et les hommes au pouvoir doivent marcher selon ces lois. Peut-on encore croire que l'Etat existe dans ce pays lorsque les hommes accèdent au pouvoir au moyen de la guerre ; lorsqu'ils sont incapables d'améliorer les conditions des travailleurs et de la population toute entière, ou mieux de fournir régulièrement de l'eau et de l'électricité aux habitants de la capitale alors que le pays dispose d'un barrage de grande renommée, des cours d'eaux dans tous les coins, des minerais partout pour la création des nouvelles richesses!

Est-ce qu'il existe encore un Etat là où les étrangers accèdent facilement au pouvoir par la fraude ? Là où les recettes des entreprises d'Etat sont chaque fois détournée sans que les auteurs soient iniquités ? Là où les rebelle et étrangers font la loi ? Je pense que dans ce climat il est difficile de créer un Etat prospère, un Etat de droit et surtout d'envisager un quelconque développement.

Nous ne pouvons pas nier les efforts consentis jusque là par les pouvoirs publics afin d'organiser la politique du pays, de rétablir le cadre macro-économique mais quel est son impact sur la vie social? Partout on crie la misère. Sur le plan politique, on crie déjà les élections au 30 juin 2005 alors que les réalités sur le terrain ne font aucun signe d'une réalisation certaine. Jusqu'à nos jours, les représentants territoriaux ne sont jamais installés, les mandataires des entreprises publiques, même alors que cela fut à un certain moment une préoccupation de toutes les composantes politique. Qui trompe qui ?

Chers lecteurs et compatriotes, nous avons besoin que ce pays Change, que le peuple retrouve son bonheur ; Mais comment pourrait-on espérer à un changement si le peuple lui-même n'a pas encore pris conscience. Ce n'est pas un système politique qui parviendrait à assurer le changement dans ce pays parce qu'il n'existe pas un qui soit idéal à tous les pays, chaque pays à ses réalités ; ce ne sont pas des textes des lois qui arrangeront les choses car ce pays en a connu des tous genres par exemple le décret constitutionnel N°079/2002 fixant le « SMIG », mais nous devons plus compter sur la qualité des gestionnaires du pays.

Entant que souverain primaire et acteur principal du développement, l'heure a sonné pour que le peuple se décide de sa destinée, pour que le peuple mette fin à l'injustice, à la corruption, à la politique démagogique, à l'occupation anarchique des terres congolaise, au Tribalisme, à la manipulation, au fanatisme, il faut que le peuple se réveille et ait le courage de dire non quand il le faut, refuse de collaborer avec tous ceux qui ont une tendance polysémique.

L'heure a sonné finalement parce que c'est le moment ou jamais que nous devons nous exprimer : par les urnes, par le référendum populaire. Mais quelle vision peut-on donc avoir de la future politique de ce pays : Forme de l'Etat, système politique et économique, les conditions pour accéder à des fonctions de l'Etat ?

Je sais qu'à ce niveau les avis sont partagés, et pour une raison ou une autre, les gens pensent que c'est le fédéralisme qui serait la forme la plus idéale, d'autre souhaite que l'Etat soit unitaire et décentralisé.

Mais tout ceci n'est qu'un système ou un mode de gestion, ce qui est nécessaire, le choix de personne qui vont le gérer. Il ne suffit pas seulement à ces gens de faire de beaux discours mais faudrait-il encore nous prouver de quoi ils sont capables, qu'est ce que ils ont déjà fait et qu'est ce que ils comptent faire. C'est ce qu'on appelle « le projet de société »

En définitive, le bilan de la transition en RDC est négatif, nous devons être très prudent lorsque nous allons choisir nos futurs dirigeants. Il faut des gens intègre et compétents, véritablement congolais.

MANIANIA – MADOLA Chaguy,  
Juriste et Défenseur des opprimés.

## BREVES

### **JOURNEE DU 17 AVRIL**

Après le massacre de paysans sans terre intervenu le 17 avril 1996 au Brésil, Via Campesina a déclaré cette journée comme « journée internationale de la lutte paysanne ».

Via Campesina est un mouvement international crée en 1992 et composé d'organisations paysannes de petits et moyens agriculteurs, de travailleurs agricoles, de femmes ainsi que de communautés indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe.

C'est un mouvement autonome, pluraliste et indépendant de tout mouvement politique, économique ou autre. Il est composé d'organisations nationales et régionales autonomes.

Pour plus d'information : [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

### **BRESIL : plus de 240 parlementaires demandent un audit de la dette**

Malgré la désapprobation du gouvernement fédéral, qui, l'année dernière a clairement dit ne pas vouloir entendre parler d'un audit de la dette, plus de 240 parlementaires ont présenté dernièrement une requête demandant la création d'une Commission parlementaire mixte d'enquête (CPMI, composée de députés et de sénateurs) afin de réaliser un audit sur les dettes interne et externe.

Fouiner dans le processus d'endettement du pays serait le seul moyen de mettre à jour les irrégularités qui existent dans les différents accords entre le gouvernement et les créanciers.

Pour en savoir plus, lire l'article de Verena Glass sur [www.cadtm.org/article.php3?id\\_article=1299](http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=1299)

### **PORTUGAL : Stage de formation Afrique-Europe pour les organisations de jeunesse**

Le Centre Nord-Sud organise le 3e stage de formation Afrique-Europe pour les organisations de jeunesse « Participation de la jeunesse à la lutte contre la pauvreté ». Le stage est aussi un espace privilégié pour développer des partenaires et mettre en place des réseaux. Comme aboutissement du stage, un projet pilote de participation de la jeunesse à la lutte contre la pauvreté est identifié, mis en oeuvre et suivi par les participants.

Pour en savoir plus, consultez le site web : [www.nscentre.org](http://www.nscentre.org)

### **MALI : Le CNCD contribue à la réalisation d'un Chantier Forum au Mali**

Des jeunes du village de Sanso, appuyés par le Parlement Africain des Jeunes – Mali, travailleront avec une cinquantaine de jeunes venus du Mali, d'Afrique et de Belgique, autour d'un projet de construction de l'école.

Les travaux du Camp Chantier Mali 2005 réuniront des membres d'un réseau formé de jeunes leaders des pays africains jouissant d'une expérience de terrain pour l'échanger avec d'autres participants provenant d'associations de Belgique

Tous ces jeunes leaders jouissent d'une expérience dans des domaines variés et leurs travaux seront basés sur des thèmes comme : le développement avec un plaidoyer pour l'annulation de la dette, la santé avec une dimension particulière de la lutte contre la pandémie du VIH / Sida à travers les réseaux des organisations de jeunes pour la lutte contre le Sida, la bonne gouvernance dans sa dimension de promotion d'une citoyenneté africaine ainsi que d'un leadership jeune et panafricain avec le développement des conseils nationaux de la jeunesse.

Pour en savoir plus: [www.cncd.be](http://www.cncd.be)

### **RDC : le Forum Social Congolais**

Dans la foulée du Forum Social Mondial (FSM) et du Forum Social Africain (FSA), la première édition du Forum Social Congolais (FSC) prend forme peu à peu, le NAD-UNIKIN propose aux organisateurs, le projet de la « rencontre nationale de la jeunesse congolaise » au sein du Forum Social Congolais, à l'instar de la « rencontre mondiale de la jeunesse » au sein du FSM. Elle aura pour but de créer un espace d'échange d'expériences provinciales afin de faire un diagnostic national de la situation et du sort de la jeunesse congolaise ; un espace des débats critiques et de formulation d'ensemble de la ligne de résistance nationale.

Pour en savoir plus : 081 069 66 68 ou [nad\\_unikin@hotmail.com](mailto:nad_unikin@hotmail.com)

## A LIRE

*LES TSUNAMIS DE LA DETTE*, un livre de Damien Millet et Eric Toussaint, éditions CADTM & Syllepse, 2005. 192 pages.

Prix : 9 euros. (Ouvrage disponible à la bibliothèque NAD-UNIKIN)



Cet ouvrage reprend le fil des événements dramatiques, et présente ensuite le cadre général des politiques imposées par les créanciers aux pays endettés, en prenant des exemples principalement dans la région et en insistant sur leur lien avec les catastrophes naturelles. Enfin, dans les trois derniers chapitres sont analysés et mis en perspective historique trois des principaux pays touchés par le tsunami : l'Indonésie, l'Inde et le Sri Lanka. Le livre comprend également des cartes géographiques, un glossaire et des fiches par pays qui facilitent la compréhension. Site web : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)